

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 tot wijziging van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, teneinde het "CertIBeau"-stelsel in te voeren, en diverse bepalingen betreffende het algemeen reglement voor waterzuivering, met uitzondering van de afdelingen 6 en 7 van artikel 3, treedt in werking op 1 juni 2021.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/21296]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne. En tout état de cause, elles visent à limiter, dans une mesure variable en fonction de directives données au niveau du Gouvernement fédéral, les contacts interpersonnels.

Ce problème a impacté la tenue des auditions prévues pour les recours en matière d'urbanisme et visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial. En effet, en principe, ces auditions se tiennent en présence des demandeurs, du collège communal concerné, du fonctionnaire délégué concerné, ou de leurs représentants, des membres de la Commission d'avis sur les recours et de l'administration.

Par l'effet de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours, suspension prorogée par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020, les délais de rigueur et de recours, tels que prévus par le Code du Développement territorial, ont été suspendus du 18 mars 2020 au 30 avril 2020 inclus. Les citoyens n'ont dès lors pas eu la possibilité de faire utilement et effectivement valoir tous leurs droits dans le cadre des procédures de recours administratifs en matière d'urbanisme, car la Commission d'avis sur les recours n'a plus été réunie depuis le confinement imposé par les autorités fédérales et aucune audition présenteielle n'a eu lieu, depuis cette date jusqu'au 30 avril 2020.

Il convenait cependant de garantir la continuité du service public en adoptant des mesures telles qu'aucun citoyen ne soit entravé dans l'exercice de ses droits : des auditions par vidéo-conférence ont donc été tenues à partir du 22 avril 2020.

En vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Le présent arrêté de pouvoir spéciaux offre la possibilité d'organiser des auditions virtuelles temporairement, et cela avec effet rétroactif au 22 avril 2020. L'effet rétroactif est justifié par le fait que des auditions par vidéoconférence se sont déroulées à partir de cette date, dans un souci de continuité du service public et de respect des droits des citoyens, et qu'il convient d'assurer la sécurité juridique des décisions déjà prises ou à prendre en recours lorsque l'audition s'est déroulée par vidéo-conférence sans qu'une base explicite ait existé pour ce faire.

Statuant dans le cadre des pouvoirs spéciaux, le Gouvernement veille à assurer un caractère temporaire à cette mesure. Une période ne dépassant pas l'année 2020 est dès lors proposée. Les dispositions concernées du CoDT reprendront leur portée initiale à l'expiration de la période mentionnée au dispositif. Il convient cependant d'habiliter le Gouvernement à réduire ce délai si les circonstances le justifient.

La date prévue pour mettre fin à l'utilisation d'un formulaire de recours modifié est antérieure au 31 décembre 2020 afin de ne pas induire les requérants en erreur quant aux possibilités qui leur sont offertes. Les auditions sont fixées vers la fin du délai de 45 jours à dater de la réception du recours imposé par l'article D.IV.66 du CoDT, car l'administration doit rédiger un rapport et l'envoyer aux parties invitées à l'audition au plus tard 10 jours avant la tenue de cette audition, ce qui justifie la date choisie.

Le projet d'arrêté comporte quatre articles :

L'article 1^{er} prévoit que jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, les auditions visées à l'article D.IV.66 du code du développement territorial peuvent se tenir de manière virtuelle, par vidéo-conférence.

Lorsque l'audition est organisée par vidéo-conférence, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile. Ce dépôt au dossier est réalisé par voie électronique à l'adresse du secrétaire permanent le jour de la vidéo-conférence ou le lendemain.

L'article 2 précise que jusqu'au 30 novembre 2020 inclus, dans l'annexe 20 dans la partie règlementaire du Code du Développement territorial intitulée « Introduction d'un recours par le demandeur ou le Collège communal ou le Fonctionnaire délégué », le cadre 5 est remplacé en vue de permettre au requérant d'opter soit pour une d'audition devant la commission en mode présentiel soit pour une audition en vidéo-conférence.

L'article 3 dispose que pour autant que la situation de crise sanitaire du Covid-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure d'audition virtuelle visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.

L'article 4, détermine, quant à lui, la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions en distinguant l'article 1^{er} et l'article 2 en prévoyant une couverture des séances qui, pour faire face à la situation, ont dû être organisée en vidéo-conférence depuis le 22 avril 2020.

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu le Code du Développement territorial, tel que modifié ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne, voire à paralyser certains services ;

Considérant que cette crise sanitaire est de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et, notamment, la tenue des auditions prévues pour les recours et visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial ;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant que par l'effet de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, suspension prorogée par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020, les délais de rigueur et de recours, tels que prévus par le Code du Développement territorial, ont été suspendus du 18 mars 2020 au 30 avril 2020 inclus ;

Considérant que les citoyens n'ont pas eu la possibilité de faire utilement et effectivement valoir tous leurs droits dans le cadre des procédures de recours administratifs en matière d'urbanisme, en ce que la Commission d'avis sur les recours n'a plus été réunie depuis le confinement imposé par les autorités fédérales et qu'aucune audition présentielle n'a eu lieu, depuis cette date jusqu'au 30 avril 2020 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les auditions en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité ;

Considérant cependant qu'il convient de garantir la continuité du service public en adoptant des mesures qui visent à ce qu'aucun citoyen ne soit entravé dans l'exercice de ses droits ; que la crainte d'une contamination lors d'une audition présentielle et/ou lors du déplacement nécessaire pour se rendre à cette audition, peut pour certains être un réel frein à une participation effective, en ce compris si les mesures de distanciation sociale sont respectées ;

Considérant que pour cette raison, la possibilité d'organiser des auditions virtuelles est temporairement offerte ;

Considérant que par réunion virtuelle, on entend une réunion organisée au moyen d'une technologie de vidéo-conférence ;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas, en l'espèce, être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat ; que ceci se justifie par le fait que le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat ;

Considérant en effet que les mesures proposées par le présent arrêté revêtent un caractère d'urgence étant donné que la période de suspension des délais de rigueur et de recours découlant de l'application des arrêtés de pouvoirs spéciaux n° 2 et 20, a pris fin le 30 avril à minuit ; que durant ladite période de suspension, les citoyens n'ont pas eu la possibilité de faire utilement et effectivement valoir tous leurs droits dans le cadre des procédures de recours administratifs en matière d'urbanisme ; qu'il s'impose de garantir, sans délai, la continuité du service public, en veillant, de manière immédiate et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le déplacement et la présence physique, à ce qu'aucun citoyen ne se sente entravé ou limité dans l'exercice de ses droits par la crainte d'une contamination ;

Considérant le conseil d'Etat a déjà jugé dans son arrêt 237.696 du 16 mars 2017 que : « Quant à la rétroactivité (...), la jurisprudence du Conseil d'Etat permet de nombreux tempéraments au principe de non-rétroactivité. Il a ainsi déjà été jugé que la rétroactivité d'un acte réglementaire est tolérée notamment lorsqu'elle ne porte pas atteinte à des droits acquis, lorsqu'elle s'appuie sur des situations constituées dans le passé, lorsqu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi, lorsqu'elle vise à assurer la continuité d'un service public, lorsqu'elle répond à un impératif de régularisation et enfin lorsqu'elle ne fait pas grief (C.E., 21 mars 2011, TILMAN, no 212.156) » ;

Considérant que l'effet rétroactif du présent arrêté de pouvoir spéciaux est justifié par le fait que des auditions par vidéo-conférence se sont déroulées à partir du 22 avril 2020, dans un souci de continuité du service public et de respect des droits des citoyens ; qu'il y a lieu d'assurer la sécurité juridique des décisions déjà prises ou à prendre en recours lorsque l'audition s'est déroulée de cette manière ;

Considérant que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement justifiée au regard d'une part des incertitudes qui entourent le déconfinement, et des craintes légitime de certains citoyens, en ce compris si les mesures de distanciation sociale sont respectées, face aux risques de contamination lors d'une audition présentielle et/ou lors du déplacement nécessaire pour se rendre à cette audition, et d'autre part des limites auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement ; que toutefois, il convient d'habiliter le Gouvernement à réduire ce délais si les circonstances le justifient ;

Considérant que la date prévue pour mettre fin à l'utilisation d'un formulaire de recours modifié doit être antérieure à cette date du 31 décembre 2020 afin de ne pas induire les requérants en erreur quant aux possibilités qui leur sont offertes ; que pour les cas où la réunion virtuelle ne pourra pas légalement avoir lieu alors que le formulaire utilisé semble le permettre, les requérants seront avertis lors de l'invitation à l'audition ;

Après délibération,
Arrête :

Article 1^{er}. Jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, les auditions visées à l'article D.IV.66 du Code du Développement territorial peuvent se tenir de manière virtuelle, par vidéo-conférence.

Lorsque l'audition est organisée par vidéo-conférence, les personnes ou instances invitées peuvent déposer au dossier, après l'avoir exposée, une note de motivation ou toute pièce complémentaire qu'elles jugent utile. Ce dépôt au dossier est réalisé par voie électronique à l'adresse du secrétaire permanent le jour de la vidéo-conférence ou le lendemain.

Art. 2. Jusqu'au 30 novembre 2020 inclus, dans l'annexe 20 dans la partie réglementaire du Code du Développement territorial intitulée « Introduction d'un recours par le demandeur ou le Collège communal ou le Fonctionnaire délégué », le cadre 5 est remplacé par le cadre suivant.

Cadre 5 – Signature

Je sais que j'introduis un recours en réformation, que la demande va être réexaminée **dans son intégralité** et que la décision qui sera prise se substituera à celle contre laquelle je vais en recours.

Je souhaite que l'audition se déroule (veuillez cocher la case de votre choix) :

En vidéoconférence

En présentiel

.....
Signature du requérant ou de son mandataire ou de son représentant

Art. 3. Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure d'audition virtuelle visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.

Art. 4. L'article 1^{er} du présent arrêté entre en vigueur le 22 avril 2020 et l'article 2 entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Namur, le 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/21296]

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie

VERSLAG AAN DE REGERING

De buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, zijn van dien aard dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen. Ze zijn in ieder geval bedoeld om, in wisselende mate afhankelijk van de richtlijnen van de Federale Regering, de contacten tussen mensen te beperken.

Dit probleem heeft een invloed gehad voor het houden van de hoorzittingen die voorzien zijn voor de beroepen inzake stedenbouw bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Deze hoorzittingen worden immers in principe gehouden in aanwezigheid van de aanvragers, het betrokken gemeentecollege, de betrokken gemachtigd ambtenaar of hun vertegenwoordigers, de leden van de Adviescommissie over de beroepen en de administratie.

Door het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen, opschorting die bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 20 van 18 april 2020 werd verlengd, werden de betrokken termijnen, zoals bepaald in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, opgeschort van 18 maart 2020 tot en met 30 april 2020. De

burgers hebben bijgevolg de mogelijkheid niet gehad om al hun rechten in het kader van de administratieve beroepsprocedures inzake stedenbouw effectief en efficiënt uit te oefenen, aangezien de Adviescommissie over de beroepen sinds de door de federale overheid opgelegde lockdown niet meer bijeen is geroepen en er sinds die datum tot 30 april 2020 geen fysieke hoorzittingen zijn gehouden.

De continuïteit van de openbare dienst moest echter worden gewaarborgd door maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat geen enkele burger werd gehinderd bij de uitoefening van zijn rechten: daarom werden er hoorzittingen per videoconferentie vanaf 22 april 2020 gehouden.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar.

Dit besluit van bijzondere machten biedt de mogelijkheid om virtuele hoorzittingen tijdelijk te organiseren met terugwerkende kracht op 22 april 2020. De terugwerkende kracht is gerechtvaardigd door het feit dat er sinds die datum hoorzittingen per videoconferentie hebben plaatsgevonden, in het belang van de continuïteit van de openbare dienst en de inachtneming van de rechten van de burgers, en dat het noodzakelijk is om de rechtszekerheid te waarborgen voor reeds genomen of nog te nemen beslissingen in beroep wanneer de hoorzitting per videoconferentie heeft plaatsgevonden zonder dat er daartoe een expliciete basis bestond.

De Regering die in het kader van de bijzondere machten beslist, zorgt ervoor om de maatregel van een tijdelijk karakter te voorzien. Er wordt bijgevolg een periode voorgesteld die niet verder reikt dan het jaar 2020. De betrokken bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening krijgen aan het einde van de in het beschikkend gedeelte genoemde periode hun oorspronkelijke draagwijdte terug. De Regering moet echter gemachtigd zijn deze termijn te verkorten als de omstandigheden dit rechtvaardigen.

De geplande datum voor de beëindiging van het gebruik van een gewijzigd beroepsformulier is vroeger dan de datum van 31 december 2020 om de aanvragers niet te misleiden wat betreft de mogelijkheden die hen aangeboden worden. De hoorzittingen worden gepland tegen het einde van de termijn van 45 dagen na ontvangst van het beroep opgelegd door artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, want de administratie moet een verslag opstellen en het aan de partijen uitgenodigd aan de hoorzitting uiterlijk 10 dagen vóór het houden van de hoorzitting opsturen, wat de gekozen datum rechtvaardigt.

Het ontwerp-besluit bevat vier artikelen:

Artikel 1 bepaalt dat de hoorzittingen bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tot en met 31 december 2020 virtueel via videoconferentie gehouden mogen worden.

Wanneer de hoorzitting via videoconferentie georganiseerd wordt, kunnen de verzochte personen of instanties een motiveringsnota of elk aanvullend stuk dat ze nuttig achten, nadat ze die uiteengezet hebben, bij het dossier voegen. Het neerleggen van het dossier gebeurt via email naar het adres van de bestendige secretaris op de dag van de videoconferentie of de volgende dag.

Artikel 2 bepaalt dat kader 5, tot en met 30 november 2020, in bijlage 20 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met als opschrift « Indiening van een beroep door de aanvrager of het gemeentecollege of de gemachtigd ambtenaar », vervangen wordt om de aanvrager toe te laten hetzij voor een fysieke hoorzitting voor de commissie, hetzij voor een hoorzitting per videoconferentie te kiezen.

Artikel 3 bepaalt dat voor zover de situatie van de gezondheids crisis COVID-19 dit rechtvaardigt, de Regering gemachtigd is om de mogelijkheid om de in dit besluit bedoelde procedure van virtuele hoorzitting toe te passen, te beperken, door een datum vóór 31 december 2020 te bepalen.

Artikel 4 bepaalt de datum van inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen door een onderscheid te maken tussen artikel 1 en 2, waarbij het houden van vergaderingen sinds 22 april 2020 via videoconferentie moest gebeuren, om met de situatie om te gaan.

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals gewijzigd;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen, en bepaalde diensten zelfs verlammen;

Overwegende dat deze gezondheids crisis gevolgen kan hebben voor de goede werking van de verschillende overheidsdiensten en met name voor het houden van de hoorzittingen die voorzien zijn voor de beroepen en die bedoeld zijn in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat door het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, opschorting die bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 20 van 18 april 2020 van de Waalse Regering werd verlengd, de betrokken termijnen, zoals bepaald in het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, werden opgeschort van 18 maart 2020 tot en met 30 april 2020;

Overwegende dat de burgers niet de mogelijkheid hebben gehad om al hun rechten in het kader van de administratieve beroepsprocedures inzake stedenbouw effectief en efficiënt uit te oefenen, aangezien de Adviescommissie over de beroepen sinds de door de federale overheid opgelegde lockdown niet meer bijeen is geroepen en er sinds die datum tot 30 april 2020 geen fysieke hoorzittingen meer zijn gehouden;

Overwegende dat de hoorzittingen moeten worden georganiseerd in samenhang met de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie;

Overwegende echter dat de continuïteit van de openbare dienst moet worden gewaarborgd door maatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat geen enkele burger wordt gehinderd bij de uitoefening van zijn rechten; dat de angst voor besmetting bij een fysieke hoorzitting en/of tijdens de verplaatsing die nodig is om die hoorzitting bij te wonen voor sommige mensen een reële belemmering kan zijn voor een effectieve deelname, ook als de sociale afstandsmaatregelen in acht worden genomen;

Overwegende dat de mogelijkheid om virtuele hoorzittingen te organiseren om die reden tijdelijk wordt aangeboden;

Overwegende dat er onder virtuele vergadering een vergadering wordt verstaan die door middel van videoconferentietechnologie wordt georganiseerd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; dat dit wordt gerechtvaardigd door het feit dat het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Overwegende in dit verband dat de in dit besluit voorgestelde maatregelen van dwingende aard zijn, aangezien de periode van opschorting van de dwingende en beroepstermijnen die voortvloeien uit de toepassing van van de besluiten van bijzondere machten nr. 2 en nr. 20 op 30 april om middernacht afliep; dat, tijdens deze periode van opschorting, de burgers niet de mogelijkheid hebben gehad om al hun rechten in het kader van de administratieve beroepsprocedures inzake stedenbouw effectief en efficiënt uit te oefenen; dat de continuïteit van de openbare dienst met spoed moet worden gewaarborgd, door onmiddellijk ervoor te zorgen dat geen enkele burger, gezien de concrete gevolgen van de crisis voor de verplaatsing en de fysieke aanwezigheid, zich belemmerd of beperkt voelt bij de uitoefening van zijn rechten uit vrees voor besmetting;

Overwegende dat de Raad van State in zijn arrest nr. 237.696 van 16 maart 2017 reeds heeft geoordeeld dat: « *Wat de terugwerkende kracht betreft (...), staat de rechtspraak van de Raad van State talrijke nuanceringen van het beginsel van niet-terugwerkende kracht toe. Il a ainsi déjà été jugé que la rétroactivité d'un acte réglementaire est tolérée notamment lorsqu'elle ne porte pas atteinte à des droits acquis, lorsqu'elle s'appuie sur des situations constituées dans le passé, lorsqu'elle est nécessaire à l'exécution de la loi, lorsqu'elle vise à assurer la continuité d'un service public, lorsqu'elle répond à un impératif de régularisation et enfin lorsqu'elle ne fait pas grief* (C.E., 21 mars 2011, TILMAN, no 212.156) »; (Aldus is reeds geoordeeld dat de terugwerkende kracht van een reglementaire akte met name wordt getolereerd wanneer deze geen afbreuk doet aan verworven rechten, wanneer deze gebaseerd is op situaties die in het verleden zijn ontstaan, wanneer deze noodzakelijk is voor de toepassing van de wet, wanneer deze bedoeld is om de continuïteit van een openbare dienst te waarborgen, wanneer deze voldoet aan een behoefte aan regularisatie en, ten slotte, wanneer deze geen aanleiding geeft tot klachten (R.v.S., 21 maart 2011, TILMAN, nr. 212.156)).

Overwegende dat de terugwerkende kracht van dit besluit van bijzondere machten wordt gerechtvaardigd door het feit dat hoorzittingen vanaf 22 april 2020 per videoconferentie zijn gehouden, met het oog op de continuïteit van de openbare diensten en de inachtneming van de rechten van de burgers; dat het noodzakelijk is de rechtszekerheid te waarborgen van de besluiten die reeds zijn genomen of die in beroep moeten worden genomen als de hoorzitting op die wijze werd gehouden;

Overwegende dat de datum van 31 december 2020 voorzien voor de uitvoering van de mogelijkheid die door dit besluit van bijzondere machten wordt geboden, objectief en redelijk gerechtvaardigd is in het licht enerzijds van de onzekerheden rond de afbouw, en de terechte vrees van bepaalde burgers, ook als de maatregelen van sociale afstand worden gerespecteerd, ten opzichte van het risico van besmetting tijdens een fysieke hoorzitting en/of tijdens de nodige verplaatsing naar die hoorzitting, en anderzijds de grenzen waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de bijzondere machten die het aan de Regering toekent, onderwerpt; dat de Regering echter gemachtigd moet worden om deze termijnen te verkorten indien de omstandigheden dit rechtvaardigen;

Overwegende dat de geplande datum voor de beëindiging van het gebruik van een gewijzigd beroepsformulier vroeger moet zijn dan die datum van 31 december 2020 om de aanvragers niet te misleiden wat betreft de mogelijkheden die hen aangeboden worden; dat in de gevallen waarin de virtuele vergadering wettelijk niet kan plaatsvinden terwijl het gebruikte formulier dit lijkt toe te staan, de aanvragers op de hoogte zullen worden gebracht wanneer ze op de hoorzitting worden uitgenodigd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Tot en met 31 december 2020 mogen de hoorzittingen bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling virtueel via videoconferentie gehouden worden.

Wanneer de hoorzitting via videoconferentie georganiseerd wordt, kunnen de verzochte personen of instanties een motiveringsnota of elk aanvullend stuk dat ze nuttig achten, nadat ze die uiteengezet hebben, bij het dossier voegen. Het neerleggen van het dossier gebeurt via email naar het adres van de bestedige secretaris op de dag van de videoconferentie of de volgende dag.

Art. 2. Tot en met 30 november 2020, in bijlage 20 van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling met als opschrift « *Indiening van een beroep door de aanvrager of het gemeentecollege of de gemachtigd ambtenaar* », wordt kader 5 vervangen als volgt.

Cadre 5 – Signature

Je sais que j'introduis un recours en réformation, que la demande va être réexaminée **dans son intégralité** et que la décision qui sera prise se substituera à celle contre laquelle je vais en recours.

Je souhaite que l'audition se déroule (veuillez cocher la case de votre choix) :

En vidéoconférence

En présentiel

.....
Signature du requérant ou de son mandataire ou de son représentant

Art. 3. Voor zover de situatie van de gezondheidscrisis COVID-19 dit rechtvaardigt, is de Regering gemachtigd om de mogelijkheid om de in dit besluit bedoelde procedure van virtuele hoorzitting toe te passen, te beperken, door een datum vóór 31 december 2020 te bepalen.

Art. 4. Artikel 1 van dit besluit treedt in werking op 22 april 2020 en artikel 2 treedt in werking op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C – 2020/21270]

3 JUNI 2020. — Ministerieel besluit houdende vaststelling van de vergoedingen van de controleartsen en chaperons

De leden van het Verenigd College, bevoegd voor het gezondheidsbeleid,

Gelet op de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan, artikel 17, § 2;

Gelet op het besluit van het Verenigd College van 10 maart 2016 houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan, artikelen 16 en 19;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 juni 2016 houdende vaststelling van de vergoedingen van de controleartsen en chaperons;

Gelet op het advies van de Inspectie van financiën, gegeven op 21 februari 2020;

Gelet op het gunstig advies van de afdeling Preventieve Gezondheidszorg van de Commissie Gezondheidszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnzorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, gegeven op datum van 21 april 2020,

Besluiten :

Artikel 1. De controleartsen en chaperons die de leden van het Verenigd College bevoegd voor het gezondheidsbeleid aanwijzen, ontvangen voor het uitvoeren van dopingcontroles een vergoeding per opdracht.

De vergoeding vermeld in het eerste lid, is opgenomen in de bijlage die bij dit besluit is gevoegd.

Waarbij x = het jaarlijks geïndexeerd basistarief dat wordt betaald voor controles uitgevoerd door een chaperon, en 96,51 euro bedraagt in 2020;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/21270]

3 JUNI 2020. — Arrêté ministériel établissant les rémunérations des médecins-contrôleurs et des chaperons

Les Membres du Collège réuni compétents pour la politique de la Santé,

Vu l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention, article 17, § 2 ;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention, articles 16 et 19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2016 établissant des rémunérations médecins-contrôleurs et chaperons ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2020 ;

Vu l'avis favorable de la section de prévention en santé de la Commission de la Santé du Conseil Consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune, donné le 21 avril 2020,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Les médecins-contrôleurs et les chaperons désignés par les Membres du Collège réuni chargés de la politique de santé, pour effectuer des contrôles antidopage perçoivent une indemnité par mission.

L'indemnisation mentionnée au premier alinéa, est reprise dans l'annexe jointe à cet arrêté.

Où x = le tarif de base annuellement indexé, payé pour les contrôles réalisés par un chaperon, et s'élève à 96,51 euros en 2020 ;